

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX EN MATIÈRE DE PENSIONS ALIMENTAIRES—LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Étant donné que 75 p. 100 de toutes les pensions alimentaires accordées par les tribunaux familiaux du Canada contre des maris qui ont déserté le foyer ne sont pas payés, et que cela coûte chaque année 365 millions de dollars aux contribuables canadiens, le ministre envisage-t-il de donner force de loi à une recommandation de la Commission de réforme du droit du Canada qui donnerait aux tribunaux familiaux les moyens d'enquête et d'application voulus pour retrouver la trace des pères en fuite, afin qu'ils payent les pensions alimentaires conformément aux ordres des tribunaux?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, il s'agit en effet d'une recommandation contenue dans le rapport de la Commission sur la réforme du droit, mais comme l'indique d'ailleurs le rapport, il s'agit d'une matière qui est surtout de responsabilité provinciale et qui fera évidemment l'objet de discussions avec les provinces lorsque nous aurons l'occasion d'avoir des rencontres à ce sujet.

* * *

[Traduction]

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LA DIMINUTION DES CRÉDITS AFFECTÉS À LA RÉGION DE SUDBURY

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Comme le Nord de l'Ontario connaît en été le taux de chômage le plus élevé de l'Ontario depuis quatre ans et comme le rapport de 1973 sur les perspectives d'emploi dans cette région prévoit beaucoup de chômage chez les jeunes cet été, le ministre peut-il nous expliquer pourquoi le budget de Perspectives-Jeunesse pour la région de Sudbury a été coupé de 33 p. 100, alors que celui du reste de l'Ontario n'a été diminué que de 14 p. 100?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'espère bien que nous n'allons pas discuter chaque jour pendant la période des questions, du budget de chaque circonscription en détail au sujet du programme Perspectives-Jeunesse. Cela risque de nous causer des problèmes et des difficultés. Le ministre pourrait répondre brièvement, après quoi, nous passerons à la question suivante.

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit, les affectations définitives n'ont pas encore été faites.

Questions orales

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'OPPORTUNITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PÉTROLES EN PLUS D'UNE SOCIÉTÉ NATIONALE

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. A la suite de la réunion du premier ministre, la semaine dernière, avec les ministres de l'Alberta et de la Saskatchewan, le gouvernement envisage-t-il d'établir une agence de commercialisation des pétroles en plus d'une société nationale des pétroles?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, un conseil national de commercialisation des pétroles est un des mécanismes par lesquels nous pourrions faire établir des prix nationaux pour ces produits au Canada. On en discute beaucoup à l'heure actuelle.

* * *

LES PÊCHES

L'AIGLEFIN—LES OPÉRATIONS DES PÊCHEURS AMÉRICAINS DANS LES EAUX INTERDITES—DEMANDE D'INTERVENTION MINISTÉRIELLE

M. Charles E. Haliburton (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. On s'était entendu à la conférence de la CIPAN, en juillet dernier, pour respecter un accord international en vue de protéger l'aiglefin, l'espèce de poisson de fond la plus recherchée, au cours de la saison du frai. Il paraît que, contrairement à cet accord, des pêcheurs américains en ont pris des centaines de milliers de livres ces deux dernières semaines dans le secteur interdit, ce qui a sans nul doute nui à la reconstitution des stocks et à la conservation pour des années à venir. Quelles mesures le ministre a-t-il prises ou prendra-t-il pour voir à ce que les pêcheurs américains soient interdits et exclus de ce secteur?

● (1140)

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Nous allons veiller à ce que tous ces accords internationaux soient respectés, monsieur l'Orateur.

L'OBSERVATION DU RÈGLEMENT DE LA CIPAN PAR LES PAYS SIGNATAIRES DE L'ACCORD—L'INTERDICTION DE LA PÊCHE DANS LES BANCs GEORGE ET BROWN

M. Lloyd R. Crouse (South-Shore): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Pêches. Étant donné les périodes de fermeture indiquées à la page 4 du décret du conseil du 15 janvier 1974, le ministre dirait-il à la Chambre si les navires de tous les pays respectent le règlement de la CIPAN et s'ils cessent de pêcher dans cette partie des Bancs George et Brown, ou l'interdiction ne s'applique-t-elle qu'aux pêcheurs canadiens?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, on me dit que tous les pays autres que les États-Unis respectent rigoureusement le règlement.